

2 octobre 1998, Montréal

Allocution devant la Chambre de commerce de l'Est de Montréal

Monsieur le Chef du Bloc Québécois,

Mesdames et Messieurs les Ministres et les Députés,

Messieurs les Maires,

Madame la Présidente,

Distingués invités de la Table d'honneur,

Mesdames et Messieurs,

Je suis venu vous rencontrer aujourd'hui, comme je le fais depuis la rentrée dans un grand nombre de villes et de régions du Québec, parce que nous sommes à un moment important de notre progrès collectif, comme Québécoises et Québécois. Je suis venu, en quelque sorte, vous donner des nouvelles, mais je suis venu aussi prendre de vos nouvelles. Pourquoi, et pourquoi maintenant? D'abord parce qu'il y a maintenant deux ans et demi que j'ai le privilège d'occuper la fonction de premier ministre et qu'il y a quatre ans que vous avez élu le Parti Québécois. Pendant cette période, nous avons accompli beaucoup de choses, ensemble, beaucoup de choses difficiles mais nécessaires. Nous avons aussi bâti pour nous et pour nos enfants une société plus solide et plus solidaire. Et parce que nous avons été ambitieux et travailleurs, bientôt des choix nouveaux s'offriront à nous. Nos finances publiques – notre compte en banque collectif – sont en ordre pour la première fois depuis plus d'une génération. Notre économie est relancée comme jamais depuis une décennie.

Et alors que le gouvernement entamait la dernière phase de son mandat, son dernier droit en quelque sorte, il nous a semblé nécessaire de faire le tour du Québec, les députés, les ministres et moi, pour faire le point avec les citoyennes et les citoyens. Comment résumer le boulot accompli? D'abord en se posant une question simple, concrète, en se demandant si notre action a amélioré la qualité de vie des Québécoises et des Québécois et, en particulier, la vie des citoyens de l'Est de l'île de Montréal. Concilier le travail et la vie familiale D'abord la vie familiale. Dans la mesure où le gouvernement peut agir, A-t-il rendu la vie plus facile aux familles québécoises? Nous avons fait un effort sans précédent pour aider les jeunes familles à concilier le travail et la famille en rendant plus accessibles et plus abordables les services de garde et de garderie. Depuis l'an dernier, nous avons institué la maternelle cinq ans, à temps plein, gratuite. Elle répond à un besoin: 98 % des enfants admissibles la fréquentent. Depuis l'an dernier, nous avons institué des garderies à 5 \$ pour les enfants de quatre ans et, cette année, pour les enfants de trois ans. En tout, lorsque notre politique familiale sera complètement en vigueur, nous aurons ajouté 85000 places de garderie, sans compter 60000 places de garde scolaire à 5 \$. Et ça fait du Québec l'endroit en Amérique du Nord où les places de garde sont les plus accessibles et les moins coûteuses.

Par cette politique, nous voulons donner aux jeunes familles la liberté de concilier leur carrière et leur responsabilité parentale, nous rendons plus payant l'accès au marché du

travail et nous favorisons, comme jamais auparavant, un bon départ pour les enfants de milieux modestes. Nos enfants sont notre bien le plus précieux et je suis fier que le gouvernement du Parti Québécois que je préside ait fait en sorte que les enfants pauvres du Québec bénéficient de notre solidarité. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les familles québécoises et les enfants du Québec étaient victimes d'un autre phénomène néfaste: près de la moitié des pensions alimentaires demeuraient impayées en tout ou en partie. Cela signifiait que des dizaines de milliers d'enfants étaient privés de ressources. Cela signifiait un stress permanent, psychologique et économique pour des dizaines de milliers de parents divorcés et pour leurs enfants. Les libéraux n'avaient pas bougé. Nous, nous avons institué le régime de perception automatique des pensions alimentaires, et la situation s'est grandement améliorée. D'ici le printemps prochain, près de 100000 ménages auront bénéficié de notre action. Cette mesure fait une différence concrète, chaque mois, pour la sécurité financière et la tranquillité d'esprit de dizaines de milliers de familles monoparentales du Québec, dirigées surtout par des femmes. À l'école, nous faisons le grand ménage pour recentrer l'éducation sur les matières de base : l'école insiste dorénavant sur le français et l'enseignement des langues secondes et les autres matières fondamentales comme les mathématiques, les sciences, l'histoire et l'art. Ce retour aux matières de base, les parents le demandaient depuis de longues années, nous les avons écoutés, nous l'avons fait.

Les femmes Qu'en est-il de la situation spécifique des femmes du Québec? Avons-nous réussi à les accompagner dans leur marche vers l'égalité? Les mesures dont je viens de parler pour la famille les touchent de près, bien sûr. Mais nous avons constaté que beaucoup de Québécoises qui sont sur le marché du travail ne sont pas payées à leur juste valeur. Pour des tâches équivalentes à celles des hommes, elles n'ont pas un salaire équitable. C'est pourquoi le gouvernement du Parti Québécois a adopté la Loi québécoise sur l'équité salariale qui fera en sorte, d'ici huit ans, de réduire puis de faire disparaître ces iniquités.

C'est une des lois les plus progressistes au monde, parce que nous voulons créer chez nous une des sociétés les plus équitables. La Loi sur l'équité salariale constitue un gain majeur pour notre peuple, elle aura un impact concret, au cours des prochaines années, sur les revenus des Québécoises, et nous sommes fiers d'en être les auteurs. Plusieurs des mesures que nous avons prises ont eu un impact positif direct sur des catégories de femmes du Québec. Ainsi, on sait que la majorité des Québécois au salaire minimum sont des femmes : en quatre ans, nous avons augmenté de 15 % le salaire minimum – la dernière hausse est entrée en vigueur hier – accordant ainsi à ces Québécoises et Québécois la plus forte augmentation de revenu au cours des quatre dernières années.

Nous savons aussi que les groupes bénévoles et communautaires autonomes sont principalement composés de femmes. Et nous avons sensiblement augmenté, en quatre ans, le financement de ces groupes qui font partie intégrante du tissu social de l'Est de Montréal. Je sais que je vais surprendre beaucoup de monde dans cette salle en vous disant que le gouvernement du Québec verse désormais, chaque année, plus de 300 000 000 \$ aux groupes communautaires. 300 000 000 \$! L'emploi Qu'en est-il maintenant, de l'emploi? Avons-nous bien travaillé pour donner plus d'emplois à nos citoyens et ici en particulier? Un constat s'impose. Depuis quatre ans, le chômage a reculé au Québec. Nous avons assisté, depuis 1994, à la création de 180 000 nouveaux emplois. Ce qui signifie que nous avons réussi à créer, depuis notre élection, 20 % des emplois au Canada. C'est la meilleure

performance d'un gouvernement québécois depuis quinze ans, donc depuis le dernier mandat de René Lévesque. Et c'est 20 % de plus que le gouvernement qui nous a précédés et qui avait réalisé l'exploit de ne créer au Québec, en cinq ans, aucun emploi. C'était l'ère de l'emploi zéro et des déficits records.

Mais nous ne sommes pas encore satisfaits et nous nous sommes fixés, au Sommet d'octobre 1996, l'objectif de rattraper et de dépasser, dans les trois ans, le taux de création d'emplois au Canada. Avec vous, nous sommes en train de réussir. Dans la métropole, y compris dans l'Est de Montréal, on sent que la reprise de l'emploi fait son œuvre. Cette année, plus de 20 000 emplois ont été créés sur l'île. C'est parce que l'investissement est en hausse considérable. Au début des années 90, le tableau était noir, l'investissement chutait au Québec trois fois plus vite qu'au Canada. Mais depuis notre élection, nous avons repris notre élan. Depuis trois ans, l'investissement augmente plus vite au Québec qu'au Canada et presque deux fois plus vite cette année. À Montréal, les annonces d'investissement se bousculent et devraient totaliser 7 000 000 000 \$ cette année, le meilleur niveau en douze ans, une augmentation de 54 % depuis notre élection. L'entreprise privée a repris confiance.

Récemment, sur le boulevard Pie IX, Vidéotron Télécommunication a créé 570 emplois. À Montréal-Est, CCR Noranda investit dans la modernisation de son raffinerie de cuivre. À Saint-Michel, le Cirque du Soleil a bâti un exceptionnel centre d'activités. Et Sucre Lantic est chez vous pour y rester. Ce matin, encore, avec l'aide du gouvernement du Québec, on a procédé à l'annonce d'un investissement de 80 000 000 \$ pour une usine de pièces d'automobiles de la compagnie Mark IV, créant 160 emplois nouveaux dans le secteur manufacturier dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve-Mercier. C'est vrai qu'on parle beaucoup, ces dernières années, de l'extraordinaire essor des nouvelles technologies à Montréal: le multimédia, l'aérospatiale, la pharmaceutique... la liste est de plus en plus longue. Et nous avons toutes les raisons d'être fiers de voir la métropole se transformer sous nos yeux en un des plus dynamiques rendez-vous mondiaux de la haute technologie. Mais l'entreprise manufacturière qui a bâti Montréal et en particulier l'Est de Montréal demeure et doit demeurer un des piliers sur lesquels repose notre économie. C'est pourquoi les programmes d'aide à l'investissement que nous avons créés depuis quatre ans sont tournés, aussi, vers l'aide à l'entreprise manufacturière. Qu'il s'agisse d'aide à l'innovation ou à l'adaptation de la main-d'œuvre, qu'il s'agisse d'aide à l'exportation ou d'aide à l'investissement, le gouvernement du Québec est là pour épauler l'entreprise manufacturière, petite ou grande, dans sa croissance.

La SGF, ce levier sans pareil que nous a donné Jean Lesage et que nous venons de réinventer, fait sa part pour l'emploi manufacturier dans l'Est. La SGF est indispensable pour le maintien des 500 emplois de Péromont, bien sûr, mais elle a permis l'an dernier l'investissement de 78 000 000 \$ de Karbomont, avec 60 emplois à Montréal-Est. Elle permet aussi l'investissement de 33000000 \$ de Sol Plastiques à Longue-Pointe et Montréal-Est, créant 60 emplois – une annonce détaillée sera faite d'ici peu. L'État québécois est présent de toutes sortes de façons dans cette relance. La SAQ annonçait cette semaine un investissement de 6 000 000 \$, et l'État est très présent chez vous par sa gestion des installations olympiques. La RIO s'implique à fond dans son milieu et continuera à le faire. L'État québécois dote aussi l'Est de Montréal d'une infrastructure propice à son développement. On se souvient tous de la réfection du boulevard Henri-Bourassa qui était une priorité et qui est maintenant réalité.

Depuis l'an dernier, à lui seul, le ministère des Transports a investi 107 000 000 \$ dans cinq grands chantiers de réfection et de construction actuellement en cours : dont le lien routier entre Ville d'Anjou et Montréal dans le corridor de l'autoroute 25 et le prolongement de l'avenue Souigny. D'autres projets sont à l'étude et on m'a confirmé notre intention d'aller de l'avant avec la modernisation de la rue Notre-Dame. Nous voulons rendre cette artère apte à bien desservir l'Est de Montréal en partenariat avec la Ville de Montréal et nous débuterons, dès ce mois-ci, l'avant-projet. Il s'agit d'un investissement de 50 000 000 \$. Des routes, c'est bien, mais encore faut-il des terrains. Le passé industriel de l'Est de Montréal a laissé un héritage de terrains contaminés. C'est pourquoi nous avons prévu 60 000 000 \$ par an jusqu'en l'an 2003 pour la réhabilitation des terrains à Montréal. Nous avons signé cet été un protocole avec la Ville de Montréal, et une première liste de dix projets vient d'être approuvée, pour un premier 5 000 000 \$, et un deuxième appel de projets est en cours. Mais il faut régler aussi la question de la responsabilité civile pour les terrains réhabilités et ne pas exposer les nouveaux occupants aux poursuites qu'une contamination ancienne pourrait susciter. Grâce à sa nouvelle politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés, le ministère de l'Environnement peut faire l'analyse de risques avec l'acquéreur et déterminer les paramètres d'utilisation du site. Il peut même délivrer ce qu'on appelle un « certificat de compatibilité » qui a pour effet de rassurer tout acquéreur éventuel.

Vous le voyez, nous sommes en train de réunir une à une les conditions de la relance de l'Est de l'île. La reconversion du site Angus, par exemple, est un symbole de coopération entre les décideurs locaux, et un symbole de la renaissance de l'Est. Depuis 1994, la réhabilitation des terrains, puis la construction d'habitations nouvelles sont un signe supplémentaire d'une nouvelle croissance. Avec la construction résidentielle nouvelle au site Angus, mais aussi à Anjou, à Rivière-des-Prairies et à l'emplacement du Centre Paul-Sauvé, l'Est de Montréal donne sa réplique au phénomène de l'étalement urbain. Les 20 000 000 \$ investis par l'État québécois depuis notre élection dans l'habitation de vos villes et vos quartiers et les presque 10 000 000 \$ consacrés à la revitalisation de vos vieux quartiers ont contribué à cette nouvelle jeunesse, à retenir et à attirer des jeunes familles sur l'île. Je sais que vous avez beaucoup de projets à réaliser dans un avenir prochain et j'ai pu constater que vous avez plusieurs amis au Conseil des ministres. Un des projets dont j'entends parler est celui du Croissant de l'Est, et je sais que le ministre de la Métropole en fait un des pôles de son dossier du Grand Montréal Bleu. Il nécessite cependant une bonne coopération des décideurs locaux. Le gouvernement du Québec croit en l'avenir de l'Est de l'île et le prouve, jour après jour. Mais nous avons la conviction qu'une grande partie des solutions doit venir de vous et de votre capacité à travailler ensemble. Pour la recherche d'investissement, par exemple, nous vivons des années records dans notre prospection d'investissements étrangers.

Mais on me signale que lorsqu'une compagnie étrangère est intéressée à s'installer à Montréal, il lui est beaucoup plus facile de transiger avec l'Ouest de l'île, qui coordonne ses efforts d'accueil avec un commissariat industriel unique. Tandis que l'Est ne s'est pas doté d'une telle concertation. Je vous dis bien simplement: aidez-nous à vous aider. Mes collègues et moi avons la conviction que l'Est de Montréal a maintenant tous les atouts pour tourner la page sur ses années de restructuration et redevenir un pôle de développement pour Montréal et pour tout le Québec. La pauvreté. Lorsqu'on fait un bilan, il faut se poser la difficile question de la pauvreté. Y a-t-il plus ou moins de pauvres qu'avant, au Québec? Toutes sortes d'évaluations sont lancées ici et là. Nous, du Parti Québécois, pensons qu'il y a essentiellement trois catégories de nos citoyens qui sont dans l'infortune et qu'il faut

s'occuper de chacune d'entre elles. D'abord, il y a les Québécoises et les Québécois qui ne peuvent accéder au marché du travail à cause de leur situation personnelle particulière. On en compte environ 100 000 ménages au Québec. Nous avons adopté pour eux un concept nouveau, unique en Amérique du Nord, celui de l'appauvrissement zéro. Depuis deux ans, et pour la première fois, ces femmes et ces hommes dans le besoin ont l'absolue certitude que leur revenu sera protégé, indexé, et qu'aucune réforme ou compression gouvernementale ne coupera leur budget. Nous l'avons fait, nous du Parti Québécois: l'appauvrissement zéro.

Puis il y a les chômeurs, ceux qui peuvent travailler mais qui touchent de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi. Une façon très efficace de les faire sortir de la pauvreté, c'est de leur trouver un emploi. Je viens d'en parler: 180 000 emplois de plus en quatre ans. Mais il faut déployer un effort particulier pour les chômeurs de l'aide sociale, et toute la réforme de Louise Harel va en ce sens. Elle est complètement axée sur l'aide à la formation, à l'insertion et à l'emploi. Concrètement, par exemple, l'assisté social qui se trouve un emploi a dorénavant droit à une somme de 500 \$, pour partir du bon pied dans son nouveau travail.

C'est une mesure très populaire. Le Fonds de lutte contre la pauvreté, créé au moment du Sommet, est une des grandes réussites de la nouvelle solidarité québécoise. Dans l'Est de l'île, les projets du Fonds sont très nombreux, ils ont déjà généré près de 16 000 000 \$ de subvention et permis à 3 000 personnes de réintégrer le marché du travail. Au total, lorsqu'on observe le chemin parcouru, on voit que le nombre de prestataires d'aide sociale avait beaucoup augmenté, au début des années 90: une hausse de 50 % à Montréal. Depuis notre élection, la tendance s'est inversée : il y a maintenant 21 000 prestataires de moins à Montréal et 103 000 de moins au Québec. Il faut faire encore beaucoup plus, mais nous sommes sur la bonne voie. J'ai dit: trois catégories de Québécoises et de Québécois moins fortunés. J'ai parlé de ceux qui ne peuvent accéder au marché du travail et qui profitent maintenant de l'appauvrissement zéro. J'ai parlé des chômeurs qui sont moins nombreux qu'auparavant. Parlons maintenant des travailleurs à faibles revenus – ceux qui ont un emploi, mais qui ont du mal à joindre les deux bouts. Nous avons beaucoup travaillé pour améliorer leur sort. Il y a eu la hausse de 15 % du salaire minimum en quatre ans, dont j'ai parlé, l'allocation familiale unifiée et des garderies à 5 \$ qui leur sont particulièrement favorables. À cela s'ajoutent nos mesures d'allocation-logement et, surtout, la réduction d'impôt. Dès cette année, 200 000 ménages à faibles revenus ne paient plus d'impôt du tout: ils ont atteint l'impôt zéro avant que le Québec atteigne le déficit zéro. Et tous les ménages qui ont un salaire de moins de 23 000 \$ se voient rembourser toutes leurs taxes de TVQ et même davantage pour beaucoup d'entre eux.

Au total, les familles de travailleurs québécois à faibles revenus ont, cette année, un revenu disponible supplémentaire – donc l'équivalent d'une augmentation de salaire – de 2 à 9 % selon les cas. S'ils ont un enfant à la garderie, l'augmentation sera de 6 à 10 %. Pour le budget d'une famille à faibles revenus, c'est une augmentation considérable. Et je suis content que ce soient nos actions, à nous du Parti Québécois, qui permettent ce supplément de qualité de vie. La santé Les Québécoises et les Québécois ont un bien qu'ils considèrent à juste titre comme un de leurs plus précieux : un des meilleurs systèmes de santé au monde. Ces quatre dernières années, la grande réforme de la santé a bouleversé des habitudes, afin de mieux répondre aux nouveaux besoins, notamment les services à domicile. On nous dit: la réforme de la santé a été dure. C'est vrai. Nous avons dû la faire pendant qu'Ottawa nous enlevait 7 000 000 000 \$ de budget en santé et alors que nous devions nous-mêmes arrêter d'endetter

le Québec. Bien sûr que c'était dur. On nous dit : la réforme de la santé a été rapide. C'est vrai. Nous avons dû la faire en quatre ans, alors que le gouvernement précédent savait qu'il fallait la commencer il y a huit ans. Bien sûr que c'était rapide. Il nous fallait rattraper le retard.

On sait que cela a suscité des inquiétudes. À tel point que les Québécois qui utilisent les services de santé sont surpris, lorsqu'ils vont à l'urgence, à l'hôpital ou au CLSC. Ils sont surpris parce qu'ils sont satisfaits de la qualité des services. Et vous serez surpris d'apprendre que les salles d'urgence du Québec sont nettement moins encombrées maintenant qu'avant la réforme. Quand nous avons pris le pouvoir, un Québécois sur quinze séjournait à l'urgence pendant plus de 48 heures. Aujourd'hui, c'est seulement un sur trente.

On a réduit le problème de plus de moitié et on continue à travailler. Vous serez surpris d'apprendre qu'on a plus que doublé les budgets pour les soins à domicile et que l'attente pour une place d'hébergement à longue durée est sensiblement plus courte qu'avant. C'est parce que nous avons ajouté 1 200 places d'hébergement à longue durée, que nous sommes en train d'en créer 900 autres, en priorité pour nos aînés. Ce qui s'additionne à tout un train de mesures pour aider le logement et l'hébergement des aînés du Québec. Et vous serez surpris d'apprendre qu'il y a davantage de médecins par habitant au Québec qu'ailleurs au Canada et 200 autres vont s'ajouter d'ici un an et demi. Nous avons instauré l'assurance-médicaments, qui protège maintenant 14 000 000 femmes et hommes du Québec contre le gouffre financier que peuvent représenter des médicaments coûteux, et nous avons étendu la gratuité des médicaments à 380 000 enfants qui n'avaient jusqu'alors aucune protection dans ce domaine. Aujourd'hui, déjà, il y a davantage de soins à domicile, davantage de places d'hébergement, davantage de protection pour les médicaments, davantage d'initiatives contre le cancer, le SIDA, le tabagisme, et, oui, moins d'attente aux urgences.

Il y a quatre ans, notre système de santé était en péril. Aujourd'hui, grâce à la réforme, il repose sur de nouvelles bases, plus solides. Avant, son financement était incertain – on se soignait collectivement à crédit. Aujourd'hui, son financement est assuré et il augmente. Cette année, avant même l'atteinte du déficit zéro, le budget de la Santé a augmenté de 4 %, c'est un demi-milliard de dollars de plus que l'an dernier. Et, je l'ai dit, malgré les difficultés, nous avons bon espoir que de nouvelles sommes deviennent disponibles au cours des prochains mois et nous les investirons, en priorité, dans la santé. La solidarité J'ai parlé des femmes et des hommes du Québec et de ce que nous avons fait pour leur qualité de vie. Mais le Québec, c'est plus que 7 000 000 d'individus, c'est 7 000 000 de personnes qui forment un peuple original en Amérique. La question se pose donc de savoir si la solidarité des Québécois se porte bien, si elle se porte mieux qu'il y a quatre ans. La réponse vient d'elle-même: lorsqu'on a vu, pendant la grande crise du verglas, dans vos quartiers, la moitié des Québécois héberger l'autre moitié, lorsqu'on a assisté aux élans d'entraide familiale, civique et nationale qui nous ont marqués pendant le grand verglas et pendant les inondations du Saguenay, nous devons conclure que le peuple québécois a rarement été plus solidaire et plus généreux.

Le Parti Québécois, plus que tout autre parti, a voulu inviter les gens à travailler ensemble, au-delà de leurs orientations politiques, de leurs secteurs d'activité, de leurs origines linguistiques ou culturelles. Nos deux sommets économiques de 1996 ont été des moments charnières de rassemblement et de solidarité. Nous avons tenu aussi les États généraux de l'Éducation, le Sommet sur la lecture et le livre et celui sur l'agriculture. Chaque fois, nous

nous sommes fixé, ensemble, des objectifs économiques et sociaux ambitieux et nous sommes en train de les atteindre. Nous le faisons sans déchirement social mais, au contraire, en pratiquant encore mieux notre modèle québécois de concertation et de partenariat, aux niveaux national, régional et local. Nous avons raison d'être fiers de notre capacité à nous entendre au-delà de nos divergences.

Nous avons fait beaucoup, mais nous n'avons pas fini. Le peuple du Québec, comme son gouvernement, n'a pas l'habitude de s'arrêter en chemin. Et partout, je sens la volonté de se tourner rapidement vers des priorités nouvelles.

Maintenant que nous avons réparé les erreurs du passé et que nous avons réformé nos grands instruments collectifs, nous pouvons construire, investir, grandir. Je n'ai aucun doute pour l'avenir du Québec: Avec une jeunesse ouverte sur le monde, ambitieuse, innovatrice; Avec un État solide et des finances équilibrées; Avec des programmes sociaux généreux et renouvelés; Avec une économie tournée vers l'avenir; Avec des emplois qui se créent; Avec une solidarité québécoise en plein essor. Nous sommes équipés comme jamais pour la réussite de Montréal et du Québec, pour la réussite des Québécoises et des Québécois.

Je vous remercie.